

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction générale de l'aviation civile

Paris, le 22 avril 2013

Direction du transport aérien

sous-direction des Transporteurs
et Services aériens

Bureau immatriculation
des aéronefs

Franck CHATELARD
6, chemin de Flandre
77100 MEAUX

Référence : 300021 /DTA/SDT 3

Vos réf. : Lettre du 18 avril 2013

Affaire suivie par : Pascal Thibaudin
Tél. 01 58 09 47 91 – Fax : 01 58 09 48 91

Mél : pascal.thibaudin@aviation-civile.gouv.fr

Objet : dérogation de marquage des lettres apposées sur l'aéronef F-WRUS

Monsieur Chatelard,

Par courrier du 18 avril 2013, vous me précisez la dimension des marques d'immatriculation que vous souhaitez apposer sur l'aéronef de type YAK 52 numéro de série 889009 (marques d'utilisation sous régime du laissez-passer : F-WRUS, mais avec marques d'immatriculation réservées F-HRUS) dont vous êtes propriétaire, soit 15 centimètres pour le fuselage et 25 centimètres sur l'intrados d'aile gauche.

Aux termes de l'arrêté du 17 mai 1971 les marques d'identification sur les aérodynes doivent être sur la voilure, d'au moins 50 centimètres et, sur le fuselage et l'empennage vertical, d'au moins 30 centimètres.

Au regard de la décoration de votre aéronef et dans le souci de lui conserver son caractère historique, au vu des photographies et des explications que vous m'avez communiquées, je n'ai pas d'objection à vous accorder une dérogation de marquage dans les conditions précisées ci-après.

En premier lieu, il vous est ainsi accordé de peindre des lettres d'une hauteur minimum de 15 centimètres de chaque côté, en bout de fuselage sous le plan fixe horizontal

Les lettres et tirets, notamment leur largeur, leur épaisseur et leur type, devront être conformes aux dispositions énoncées à l'article 5 de l'arrêté susvisé.



En second lieu, je vous accorde également une dérogation sur la hauteur des lettres sur l'intrados d'aile gauche, hauteur qui devra être au minimum de 25 centimètres. Les proportions qui en découlent devront également être respectées, en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 17 mai 1971 précité.

J'ajoute toutefois que si les marques ainsi disposées étaient jugées inappropriées pour préserver les possibilités d'identification par les services intéressés (Police de l'Air et des Frontières, Gendarmerie des Transports Aériens, Commandant d'aérodrome ...), la présente dérogation serait rapportée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Chatelard, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Adjoint au Chef du bureau
Immatriculation des aéronefs

Pascal THIBAUDIN